44^e séance

Jeudi 24 juillet 1980, à 11 h 20.

Président : M. Andreas V. MAVROMMATIS (Chypre).

E/1980/SR.44

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (suite) [E/1980/L.49/Rev.2]

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil économique et social à examiner le projet de décision révisé sur l'examen de la situation économique à Djibouti, en Guinée équatoriale, en Guinée-Bissau, à Sao Tomé-et-Principe, aux Seychelles et aux Tonga, en vue de l'inscription de ces pays sur la liste des pays les moins avancés (E/1980/L.49/Rev.2).

2. M. CHAGULA (République-Unie de Tanzanie), présentant le projet de décision E/1980/L.49/Rev.2 au nom des auteurs, dit que, depuis la publication de la version révisée du projet de décision, il y a eu d'autres consultations à la suite desquelles il a été décidé d'apporter une nouvelle modification au texte : les mots "relatives à ces critères" doivent être ajoutés après les mots "les plus récentes" à la fin du paragraphe c.

3. M. Chagula espère que les membres du Conseil n'auront pas de difficultés à adopter ce projet de décision, qui n'enfreint à aucun moment la procédure établie par l'Assemblée générale pour l'inscription de pays en développement sur la liste des pays les moins avancés. Le Comité de la planification du développement est simplement prié d'accélérer l'examen de la situation économique des pays en question, en vue de leur inscription sur la liste. A sa trente-quatrième session, l'Assemblée générale a adopté plusieurs résolutions (résolutions 34/121, 34/123, 34/124, 34/126, 34/131 et 34/132), dans lesquelles elle invite le Conseil économique et social à demander au Comité de la planification du développement d'examiner à titre prioritaire l'inscription de ces pays sur la liste des pays les moins avancés à établir dans le cadre de la troisième décennie des Nations Unies pour le développement.

4. Les modifications apportées au texte initial du projet de décision (E/1980/L.49) ont un double objet : premièrement, demander que les recommandations du Comité de la planification du développement soient présentées au Conseil à sa première session ordinaire de 1981 et, deuxièmement, demander que l'Assemblée générale, à sa trente-cinquième session, autorise le Conseil à prendre une décision finale sur les recommandations du Comité. Il a été jugé nécessaire de mentionner, dans le texte révisé, les pays en développement ayant récemment accédé à l'indépendance, compte tenu notamment du fait que les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ont maintenant démarré.

5. Etant donné qu'un grand nombre de délégations, en plus des auteurs, ont participé aux consultations

pour la mise au point de la version finale du projet de décision; M. Chagula espère que ce texte pourra être adopté sans difficultés. Son but n'est pas d'ouvrir la porte à un réexamen systématique de la question des pays les moins avancés parmi les pays en développement, mais simplement de permettre aux pays concernés de voir leur cas examiné rapidement en vue de leur inscription sur la liste.

6. M. DHAR (Sous-Secrétaire général à la recherche et à l'analyse des politiques en matière de développement) dit qu'il a demandé au Secrétariat d'étudier s'il serait possible d'organiser une session spéciale du Comité de la planification du développement pour examiner la question de l'identification des pays en développement les moins avancés. Le Secrétariat a suggéré au Comité d'envisager de consacrer une session à cette question au mois de novembre. Pour le choix de cette date, il a été tenu compte du programme de travail des groupes de travail du Comité pour l'année. Il ressort des réponses reçues des membres du Comité qu'il serait difficile à la majorité d'entre eux d'assister à une session en novembre, mais le Conseil pourrait envisager de convoquer, dans la deuxième semaine de novembre, un groupe de travail du Comité qui pourrait se charger du travail technique nécessaire pour préparer l'examen de cette question par le Comité lui-même à sa session de mars 1981.

7. M. MULLER (Secrétaire du Conseil) informe les membres du Conseil que les incidences financières d'une réunion d'un groupe de travail de sept experts pendant quatre jours à New York seraient de l'ordre de 14 800 dollars pour les frais de voyage et d'indemnité de subsistance et de 7 600 dollars pour les services de conférence. La première de ces sommes pourrait être entièrement couverte par le crédit ouvert aux paragraphes 6 et 7 du budget-programme pour l'exercice 1980-1981. Le coût des services de conférence serait absorbé, dans la mesure du possible, par les différents services existants, et seul un dépassement éventuel devrait être inscrit sous la rubrique des dépenses additionnelles à soumettre à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. En d'autres termes, le surcroît de dépenses qu'entraînerait cette décision peut être considéré comme purement hypothétique.

8. M. INAN (Turquie) appuie le projet de décision.

9. M. ACEMAH (Observateur de l'Ouganda) appuie le projet de décision et demande à figurer au nombre des auteurs.

10. M. Abdullahi Said OSMAN (Observateur de la Somalie) dit qu'en tant que coauteur du projet de décision il tient à réaffirmer son total soutien à ce texte.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

11. M. Saleh Haji FARAH (Observateur de Djibouti) dit qu'il y a longtemps que le cas de Djibouti aurait dû être examiné en vue de son inscription sur la liste des pays en développement les moins avancés. Le Gouvernement de Djibouti a présenté son cas devant diverses instances depuis l'accession du pays à l'indépendance. La question a été soulevée aux trente-deuxième, trente-troisième et trente-quatrième sessions de l'Assemblée générale, à la cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. En outre, elle a été soumise à la Conférence ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, tenue en République-Unie de Tanzanie en 1979, et à la Conférence des ministres africains du commerce, à sa sixième session tenue à Addis-Abeba en mars 1980. La version révisée du projet de décision constitue un progrès par rapport au texte initial, et M. Saleh Haji Farah se félicite que les longues consultations qui ont eu lieu tant au sein du Conseil qu'à l'extérieur aient finalement eu des résultats féconds. Il espère que la décision fera l'unanimité au Conseil et que, lorsque la question viendra en discussion devant les organes compétents des Nations Unies, les difficultés rencontrées par les pays concernés pour obtenir leur inscription sur la liste toucheront à leur terme.

12. M. JÖDAHL (Suède) se félicite que les longues consultations sur le projet de décision aient finalement permis de mettre au point un texte susceptible d'obtenir l'appui du Conseil. Il attend avec impatience le rapport du Comité de la planification du développement, dont il est sûr qu'il fournira une base adéquate pour l'établissement d'une liste mise à jour des pays les moins avancés, à l'aube de la troisième décennie des Nations Unies pour le développement.

13. M. XIFRA de OCERÍN (Espagne) dit que, lui aussi, accueille avec satisfaction la version finale du projet de décision E/1980/L.49/Rev.2, car la délégation espagnole a participé activement aux discussions sur la question à l'Assemblée générale.

Le projet de décision, tel qu'il a été modifié, est adopté (décision 1980/161).

14. M. THOMSON (Australie) se félicite de l'adoption de la décision, qui sera utile en particulier à un pays voisin de l'Australie, les Tonga. Il voudrait informer le Conseil que la délégation australienne a été priée, par le Gouvernement de Kiribati, de recommander que l'on examine la candidature de ce pays en vue de son inscription sur la liste des pays les moins avancés. Kiribati se compose de 31 îles, représentant une superficie totale de 684 km², dispersées sur plus de 13 millions de km² dans le Pacifique central, et a une population de moins de 60 000 habitants. La principale ressource de ce pays, le phosphate, est épuisée et la délégation australienne considère que son inscription sur la liste serait parfaitement justifiée.

15. Eu égard aux dispositions du paragraphe *b* de la décision, M. Thomson tient à ce qu'il soit pris acte de ce que la délégation australienne considère que l'on examinera la candidature de Kiribati en vue de son inscription sur la liste des pays les moins avancés.

Examen général de la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle (*fin*)

PROJETS DE RÉSOLUTION RÉVISÉS E/1980/L.48/REV.1 ET E/1980/L.50/REV.1 (*suite*)

16. Le PRÉSIDENT invite le Conseil économique et social à examiner les projets de résolution révisés sur la situation des réfugiés en Somalie (E/1980/L.48/Rev.1) et sur les secours et la réadaptation pour les personnes déplacées en Ethiopie (E/1980/L.50/Rev.1).

17. M. BARAKAT (Jordanie), présentant le texte révisé du projet de résolution E/1980/L.48/Rev.1, dit que la question soulevée par le représentant de la France à propos du paragraphe 1 du dispositif (43^e séance) a été réglée et que le nouveau texte devrait recueillir un appui général.

18. M. CHAGULA (République-Unie de Tanzanie), présentant le projet de résolution E/1980/L.50/Rev.1, dit que le Libéria s'est joint aux auteurs du texte.

19. Les modifications incorporées dans le projet de résolution révisé ont été présentées par le représentant de la France (43^e séance). Le texte initial du paragraphe 1 du dispositif a été remplacé par le texte de ce qui était à l'origine le cinquième alinéa du préambule. Le nouveau paragraphe 3 du dispositif se termine au mot "Ethiopie" et, au paragraphe 5 du dispositif, la mention qui était faite du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a été supprimée.

20. La nouvelle version du projet de résolution est appuyée sans réserve par les auteurs et par la délégation française, et M. Chagula recommande au Conseil de l'adopter.

21. M. HESSEL (France) dit que, en ce qui concerne le projet de résolution E/1980/L.48/Rev.1, conformément à l'accord qui est intervenu à la séance précédente, il conviendrait de supprimer, au paragraphe 1 du dispositif, l'expression "d'urgence".

22. Le représentant de la France souhaite proposer deux amendements mineurs au projet de résolution E/1980/L.50/Rev.1. Le libellé du cinquième alinéa du préambule a un caractère plutôt négatif, et M. Hessel pense qu'une formule un peu plus positive serait plus acceptable pour les membres du Conseil. Il propose donc de remplacer les mots qui suivent le mot "Ethiopie" par le texte suivant : "par l'intermédiaire du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés devrait être sensiblement augmentée pour répondre aux besoins urgents".

23. Le représentant de la France souligne que les deux projets de résolution à l'examen n'impliquent aucune critique à l'égard du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui fait le maximum avec les ressources dont il dispose. La délégation française est parfaitement consciente de la gravité de la situation dans les divers pays intéressés.

24. Le PRÉSIDENT demande aux auteurs des deux projets de résolution s'ils acceptent les amendements proposés par la France.

25. M. BARAKAT (Jordanie) dit que la délégation jordanienne peut accepter l'amendement proposé par le représentant de la France au projet de résolution E/1980/L.48/Rev.1.

26. M. CHAGULA (République-Unie de Tanzanie) dit que la délégation tanzanienne accepte sans réserve les amendements proposés par le représentant de la France au projet de résolution E/1980/L.50/Rev.1.

27. M. KELLER (Observateur du Libéria) dit que la délégation libérienne accepte sans réserve les amendements proposés par le représentant de la France.

28. M. AL-SHAMMA'A (Iraq) dit que le texte du projet de résolution E/1980/L.50/Rev.1 ne semble pas correspondre exactement à ce dont le Conseil était convenu à la séance précédente. En outre, il semble y avoir une contradiction entre le titre du projet de résolution, qui parle de personnes déplacées, et le texte du préambule et du dispositif, où il est question de personnes qui sont rentrées en Ethiopie. La délégation iraquienne propose donc de supprimer l'expression "personnes qui sont rentrées en Ethiopie", dans le préambule et dans le dispositif du projet de résolution.

29. M. ADUGNA (Ethiopie) dit que tous ceux qui s'occupent de la question des réfugiés sont conscients de ce que les solutions proposées dans les diverses instances ont pour objectif essentiel d'encourager l'installation des réfugiés dans le pays d'asile ou leur rapatriement dans leur pays d'origine.

30. La délégation éthiopienne constate avec satisfaction que des personnes sont de retour en Ethiopie et elle espère que leur nombre ira croissant; le Gouvernement éthiopien a conclu à cette fin un accord avec le Gouvernement de Djibouti. Le Gouvernement a récemment promulgué une loi d'amnistie invitant les réfugiés à regagner l'Ethiopie. En outre, le chef d'Etat de l'Ethiopie s'est entretenu avec celui du Soudan et a pris des dispositions au sujet des réfugiés.

31. Il convient de noter que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a déjà envoyé 167 réfugiés par avion en Ethiopie. Soixante-dix mille personnes qui se trouvaient au Soudan sont rentrées en Ethiopie, et ce nombre augmentera à la suite des accords conclus entre les deux gouvernements. Ce sont là des faits, et la délégation éthiopienne se trouve donc dans l'impossibilité d'accepter la suppression de l'expression "personnes qui sont rentrées en Ethiopie". M. Adugna demande au représentant de l'Iraq de retirer sa proposition.

32. M. Abdullahi Said OSMAN (Observateur de la Somalie) dit que, comme le représentant de l'Iraq l'a justement fait observer, l'inclusion de l'expression "personnes qui sont rentrées en Ethiopie" est en contradiction, dans le contexte du projet de résolution E/1980/L.50/Rev.1, avec la notion de personnes déplacées. Il appuie donc sans réserve la proposition du représentant de l'Iraq.

33. M. CHAGULA (République-Unie de Tanzanie), prenant la parole au nom des auteurs du projet de résolution, dit que ceux-ci ne peuvent pas appuyer la proposition de la délégation iraquienne.

34. M. HESSEL (France) demande à toutes les parties intéressées de ne pas proposer de nouveaux amendements à un texte qui a déjà été examiné en détail.

Tous ceux qui suivent de près les activités du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ont conscience de ce qu'aucune distinction n'est faite entre le type d'assistance fournie aux personnes déplacées et celui qui est fourni aux personnes qui sont de retour dans leur pays. Le Haut Commissaire s'acquitte de sa tâche en se fondant uniquement sur des considérations d'ordre humanitaire. Le représentant de la France invite donc toutes les délégations qui ont des réserves, y compris les délégations de l'Iraq et de la Somalie, à accepter le texte.

35. Le PRÉSIDENT demande au représentant de l'Iraq et à l'observateur de la Somalie de ne pas insister pour que l'amendement présenté par l'Iraq soit mis aux voix. Leur position a été notée et sera indiquée dans le compte rendu analytique.

36. M. AL-SHAMMA'A (Iraq) dit que la délégation iraquienne peut accepter le projet de résolution, à condition que le mot "volontairement" soit ajouté entre les mots "personnes qui sont rentrées" et les mots "en Ethiopie".

37. M. CHAGULA (République-Unie de Tanzanie) dit que les auteurs du projet de résolution sont disposés à accepter le dernier amendement proposé par le représentant de l'Iraq. L'adjonction du mot "volontairement" ne modifie pas vraiment le sens du projet de résolution, car une personne qui retourne dans son pays n'est généralement pas contrainte de le faire.

38. Le PRÉSIDENT propose, s'il n'y a pas d'objections, que le Conseil adopte, sans qu'il soit procédé à un vote, le projet de résolution E/1980/L.48/Rev.1 et le projet de résolution E/1980/L.50/Rev.1, tels qu'ils ont été modifiés oralement par les représentants de la France et de l'Iraq.

Les projets de résolution sont adoptés (résolution 1980/53 et résolution 1980/54).

39. M. Abdullahi Said OSMAN (Observateur de la Somalie) dit qu'au cours du débat général et pendant l'examen de la question des réfugiés la délégation somalie a exposé sa position de façon très claire et a fourni au Conseil un bilan détaillé de la situation grave qui existe à ce sujet en Somalie. L'observateur de la Somalie remercie tous les Etats Membres qui ont manifesté leur sympathie et leur appui. Il souhaite également remercier le HCR ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les organismes bénévoles qui ont aidé à faire face au grave problème que posent les réfugiés.

40. M. ADUGNA (Ethiopie) dit que le souci de la délégation éthiopienne était de faire en sorte que le Haut Commissaire ait un mandat précis et que le HCR puisse ainsi jouer un rôle plus actif, et c'est pour renforcer la position du Haut Commissaire qu'elle avait estimé souhaitable que le projet de résolution E/1980/L.50/Rev.1 attire particulièrement l'attention sur l'action du HCR en Ethiopie. La délégation éthiopienne apprécie hautement ce que le Haut Commissaire a déjà fait dans le passé et demande le maintien de cette assistance pour l'avenir. Elle se réserve le droit de soulever la question à nouveau devant l'Assemblée générale, à sa trente-cinquième session, lorsqu'elle aura entendu le Haut Commissaire faire rapport et qu'elle saura ce que celui-ci aura fait dans l'intervalle.

en faveur des personnes déplacées et de celles qui sont de retour en Ethiopie.

41. M. Adugna remercie les représentants de la France, de l'Iraq et de la République-Unie de Tanzanie des efforts qu'ils ont déployés pour parvenir à un consensus. Il remercie aussi les auteurs du projet de résolution E/1980/L.50/Rev.1, ainsi que les membres du Conseil pour leur soutien.

42. En ce qui concerne l'assistance qu'il conviendrait d'accorder de toute urgence aux personnes déplacées en Ethiopie, M. Adugna relève que l'observateur de la Somalie, lorsqu'il a fait état, à la 42^e séance, d'un article du *Sunday Times*, n'a cité que certains passages et n'a pas parlé de ceux qui disaient combien la situation en Ethiopie était grave du fait de la sécheresse et du fait de la guerre. Le peuple éthiopien souffre pour des raisons totalement indépendantes de sa volonté, et le représentant de l'Ethiopie en appelle à tous les pays pour qu'ils collaborent avec le Gouvernement éthiopien aux opérations de sauvetage menées par ce dernier.

43. M. Abdullahi Said OSMAN (Observateur de la Somalie) dit que la déclaration que vient de faire le représentant de l'Ethiopie n'apporte aucun élément nouveau. La communauté internationale sait qu'il se livre une guerre en Ethiopie et l'on comprend de mieux en mieux quelles en sont les causes profondes.

44. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le projet de résolution E/1980/L.54 sur la situation des réfugiés en Afrique.

45. M. BLANKSON (Nigéria), prenant la parole au nom des auteurs du projet de résolution E/1980/L.54, fait savoir que ces derniers ont décidé de modifier la fin du paragraphe 3 du dispositif qui se lirait désormais comme suit : "...un programme d'information tenant plus particulièrement compte de la situation et des besoins des réfugiés en Afrique."

46. M. MANDJI (Zaïre) dit que la délégation zaïroise tient à figurer parmi les auteurs du projet de résolution E/1980/L.54.

47. Mme SPERO (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que, dans une déclaration faite à la 29^e séance, la délégation des Etats-Unis a évoqué la question des catastrophes causées par l'homme et a émis l'idée que la communauté internationale devrait rechercher les moyens de mieux faire face aux problèmes qui en résultent. Elle appuie donc le projet de résolution E/1980/L.54.

48. La délégation des Etats-Unis étudiera attentivement les différents points soulevés au cours du débat sur le problème plus vaste des réfugiés en Afrique, particulièrement en ce qui concerne l'assistance à accorder aux réfugiés et aux personnes déplacées dans la Corne de l'Afrique. Les Etats-Unis resteront en contact étroit avec les organisations internationales qui aident les gouvernements intéressés à faire face aux besoins de secours humanitaires dans la région et continueront à coopérer avec les missions d'étude envoyées sur place. Les besoins sont si accusés en Afrique, notamment dans cette région de la Corne, que c'est à la communauté internationale tout entière qu'il convient de demander un effort. La délégation des Etats-Unis espère donc que d'autres gouvernements qui sont en mesure de fournir une assistance

coopéreront avec les organisations internationales compétentes. Dans le passé, un certain nombre de gouvernements ont, par leurs discours et leurs actions, contribué à créer les problèmes qui se posent actuellement à la communauté internationale, mais ils n'ont pas réagi aux appels lancés par les organisations internationales aux fins d'une assistance humanitaire. Il faut espérer que ces gouvernements s'engageront à accorder une aide en réponse aux appels lancés et informeront le Secrétaire général de ce qu'ils font dans le cadre des programmes d'assistance humanitaire bilatéraux.

49. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objections, il tiendra pour acquis que le Conseil souhaite adopter, sans qu'il soit mis aux voix, le projet de résolution E/1980/L.54 tel qu'il a été modifié par ses auteurs.

Le projet de résolution est adopté (résolution 1980/55).

50. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objections, il tiendra pour acquis que le Conseil souhaite prendre acte des documents ci-après dont il est saisi au titre du point 3 de son ordre du jour : *Etude sur l'économie mondiale, 1979-1980* (E/1980/38 et Corr.1); résumé de l'étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique en 1979 : l'évolution économique en 1978-1979 (E/1980/33); résumé de l'étude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1978-1979 (E/1980/56); résumé de l'évolution récente de la situation économique dans la région de la Commission économique pour l'Europe (E/1980/62); résumé de l'étude de l'évolution de la situation économique et sociale dans la région de la Commission économique pour l'Asie occidentale en 1979 (E/1980/66); rapport intitulé "Evolution économique de l'Amérique latine en 1979" (E/1980/71) et le rapport du Comité de la planification du développement sur sa seizième session (E/1980/3).

51. Le PRÉSIDENT ajoute que, en l'absence d'objections, il tiendra également pour acquis que le Conseil souhaite prendre acte du rapport du Secrétaire général intitulé "Distribution du revenu dans la nation : déséquilibres entre les zones rurales et urbaines" (A/35/231) et le transmettre à l'Assemblée générale, à sa trente-cinquième session.

Il en est ainsi décidé (décision 1980/162).

52. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objections, il considérera que le Conseil décide de transmettre sans débat le rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/1980/79) à l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session.

Il en est ainsi décidé (décision 1980/163).

53. Le PRÉSIDENT annonce que le Conseil a achevé l'examen du point 3 de l'ordre du jour.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération régionale

RAPPORT DU PREMIER COMITÉ (ÉCONOMIQUE) [E/1980/90]

54. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur les deux projets de résolution figurant au para-

graphe 22 et sur les cinq projets de décision figurant au paragraphe 23 du rapport du Premier Comité (E/1980/90). L'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution I a été distribué sous la cote E/1980/C.1/L.19.

55. En l'absence d'objections, le Président tiendra pour acquis que le Conseil souhaite adopter ces deux projets de résolution et ces cinq projets de décision sans qu'ils soient mis aux voix.

PROJET DE RÉSOLUTION I : COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE COOPÉRATION DES CARAÏBES DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Le projet de résolution est adopté (résolution 1980/56).

PROJET DE RÉSOLUTION II : TRANSFERT DES BUREAUX DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE À BAGDAD

Le projet de résolution est adopté (résolution 1980/57).

PROJET DE DÉCISION I : RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Le projet de décision est adopté (décision 1980/164).

PROJET DE DÉCISION II : RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Le projet de décision est adopté (décision 1980/165).

PROJET DE DÉCISION III : RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

Le projet de décision est adopté (décision 1980/166).

PROJET DE DÉCISION IV : RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Le projet de décision est adopté (décision 1980/167).

PROJET DE DÉCISION V : COOPÉRATION RÉGIONALE

Le projet de décision est adopté (décision 1980/168).

56. Le PRÉSIDENT indique que le Conseil a achevé l'examen du point 6 de son ordre du jour.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Problèmes alimentaires

RAPPORT DU PREMIER COMITÉ (ÉCONOMIQUE) [E/1980/93]

57. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le projet de résolution et le projet de décision figurant au paragraphe 11 du rapport du Premier Comité (E/1980/93). En l'absence d'objections, il tiendra pour acquis que le Conseil souhaite adopter ce projet de résolution et ce projet de décision sans qu'ils soient mis aux voix.

PROJET DE RÉSOLUTION : RAPPORT DU CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

Le projet de résolution est adopté (résolution 1980/58).

PROJET DE DÉCISION : CINQUIÈME RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ DES POLITIQUES ET PROGRAMMES D'AIDE ALIMENTAIRE

Le projet de décision est adopté (décision 1980/169).

58. M. PARANHOS VELLOSO (Brésil) dit que la position du Gouvernement brésilien en ce qui concerne un certain nombre d'éléments de la résolution qui vient d'être adoptée demeure inchangée. Il ne faut pas subordonner l'octroi d'une aide de la communauté internationale aux pays en développement, en ce qui concerne les problèmes alimentaires, à l'adoption par ces pays de stratégies nationales du secteur alimentaire. De plus, c'est là la position que les pays en développement ont adoptée à l'unanimité avant la sixième session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation. On peut s'atteler à la question du développement du secteur alimentaire et du développement agricole de plusieurs autres façons qui ont du reste très bien fait leurs preuves.

59. Le Brésil n'est pas partie à l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale prévoyant une réserve alimentaire internationale de crise, comme il en a été question à la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974; dans ce domaine, le Brésil reste attaché au principe de l'engagement volontaire. La meilleure façon de résoudre les situations de crise dans le secteur alimentaire consiste à chercher délibérément à accroître la production et la productivité dans les pays en développement. La délégation brésilienne rejette l'idée que la sécurité alimentaire mondiale doive reposer sur la création obligatoire de stocks.

60. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'en ce qui concerne la résolution qui vient d'être adoptée la délégation soviétique maintient les réserves qu'elle a formulées au cours de la sixième session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation et de la session en cours du Conseil économique et social. M. Smirnov demande qu'il soit rendu compte de sa déclaration dans le rapport du Conseil.

61. M. DUMONT (Argentine) dit qu'en ce qui concerne le projet de résolution qui vient d'être adopté la délégation argentine a déjà fait connaître sa position devant le Premier Comité, à sa 21^e séance.

62. Le PRÉSIDENT indique que le Conseil a achevé l'examen du point 9 de l'ordre du jour.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Sociétés transnationales

RAPPORT DU PREMIER COMITÉ (ÉCONOMIQUE) [E/1980/96]

63. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur les deux projets de résolution et les cinq projets de décision figurant respectivement aux paragraphes 19 et 20 du rapport du Premier Comité (E/1980/96) et sur

l'état des incidences financières des projets de décision II et III (E/1980/L.55) soumis par le Secrétaire général conformément à l'article 31 du règlement intérieur du Conseil économique et social.

PROJET DE RÉOLUTION I : LES ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES EN AFRIQUE AUSTRALE ET LEUR COLLABORATION AVEC LES RÉGIMES RACISTES MINORITAIRES DE CETTE RÉGION

64. Le PRÉSIDENT dit que le projet de résolution I a été adopté par le Premier Comité à l'issue d'un vote par appel nominal, par 32 voix contre 5, avec 7 abstentions. Le Président invite le Conseil à se prononcer sur ce projet de résolution.

Par 28 voix contre 5, avec 6 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 1980/59).

65. Mme SIKRI (Inde) appelle l'attention sur une erreur au paragraphe 14 du rapport E/1980/96 : le projet de décision qu'elle a présenté au Premier Comité ne portait pas de titre précis, et il aurait fallu écrire : "un projet de décision sur le point 12 de l'ordre du jour".

66. Au paragraphe 15 du rapport, les mots "la représentante de l'Inde a modifié oralement le texte du projet" prêtent à confusion. En fait, elle n'a fait que signaler certaines différences entre le projet manuscrit qu'elle avait remis au Secrétariat et le document publié. Les modifications apportées ne peuvent pas, à son avis, être considérées comme de simples corrections rédactionnelles. De plus, le paragraphe c de la décision, tel qu'il figure au paragraphe 15 du rapport, ne correspond pas au texte dont elle a donné lecture devant le Premier Comité, à savoir : "de ne convoquer la Conférence des Nations Unies chargée d'adopter un accord international sur les paiements illicites qu'après l'achèvement de la Conférence des Nations Unies chargée d'adopter un code de conduite des sociétés transnationales". Des changements de cette nature ne devraient pas être apportés aux textes soumis par les délégations sans qu'elles aient été consultées.

67. M. XIFRA de OCERÍN (Espagne) dit que, si la délégation espagnole avait été présente lors du vote sur le projet de résolution I, elle se serait abstenue, comme elle l'a fait au Premier Comité, pour les mêmes raisons. Il demande que celles-ci soient indiquées dans le rapport du Conseil.

68. M. JÖDAHL (Suède), M. RUSO (Finlande), M. ERNEMANN (Belgique), ce dernier parlant aussi au nom de la Communauté économique européenne, et M. ALI (Trinité-et-Tobago) déclarent qu'ils ont voté sur le projet de résolution I de la même manière qu'ils l'avaient fait au Premier Comité; ils rappellent les raisons qu'ils ont données alors pour expliquer leur vote et demandent qu'elles soient consignées dans le rapport du Conseil.

69. M. BASKUT (Turquie) voudrait préciser que la délégation turque a voté en faveur du projet de résolution.

70. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objections, il considérera que le Conseil décide d'adopter le projet de résolution II et les cinq projets de décision figurant dans le rapport E/1980/96 sans qu'il soit procédé à un vote.

PROJET DE RÉOLUTION II : PROGRÈS RÉALISÉS VERS L'INSTAURATION DU NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ET OBSTACLES QUI S'Y OPPOSENT : LE RÔLE DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

Le projet de résolution est adopté (résolution 1980/60).

PROJET DE DÉCISION I : ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA SEPTIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

Le projet de décision est adopté (décision 1980/170).

PROJET DE DÉCISION II : SESSIONS DU GROUPE DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAL DU CODE DE CONDUITE

Le projet de décision est adopté (décision 1980/171).

PROJET DE DÉCISION III : SESSIONS DU GROUPE SPÉCIAL INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS DES NORMES INTERNATIONALES DE COMPTABILITÉ ET D'ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS

Le projet de décision est adopté (décision 1980/172).

PROJET DE DÉCISION IV : RAPPORT DE LA COMMISSION DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES SUR SA SIXIÈME SESSION

Le projet de décision est adopté (décision 1980/173).

PROJET DE DÉCISION V : CONFÉRENCES DES NATIONS UNIES CHARGÉES D'ADOPTER UN CODE DE CONDUITE DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES ET UN ACCORD INTERNATIONAL SUR LES PAIEMENTS ILLICITES

Le projet de décision est adopté (décision 1980/174).

71. Le PRÉSIDENT annonce que le Conseil a terminé l'examen du point 12 de l'ordre du jour.

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération en matière de développement industriel

**RAPPORT DU PREMIER COMITÉ
(ÉCONOMIQUE) [E/1980/97]**

PROJET DE RÉOLUTION : COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

72. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le projet de résolution figurant au paragraphe 11 du rapport du Premier Comité (E/1980/97).

73. Mme SIKRI (Inde) dit que le texte figurant dans le rapport ne reflète pas avec exactitude les modifications apportées au projet de résolution par le Premier Comité. Les mots "telles que l'Assemblée générale les a déterminées à sa trente-cinquième session" ont été omis à la fin du paragraphe 11 du dispositif du texte adopté par le Comité, alors que le paragraphe 6 du rapport fait précisément référence à une partie de

ce membre de phrase, ce qui rend son omission complète dans le projet de résolution encore plus choquante.

74. Une divergence du même ordre existe entre le paragraphe 6 du rapport et le libellé du paragraphe 10 du dispositif du projet de résolution. Il avait été convenu, lors des consultations officieuses, de faire directement référence dans le texte au document ID/B/245, en citant sa cote, au lieu d'en faire simplement mention dans une note de bas de page. Le texte sur lequel on s'était mis d'accord était le suivant : "compte tenu notamment du document ID/B/245 relatif à une proposition de créer une facilité pour la préparation des projets industriels".

75. Les modifications que Mme Sikri vient de signaler ne peuvent pas être considérées comme purement rédactionnelles. Tout en comprenant que certaines formules consacrées sont de mise dans l'Organisation, elle ne pense pas que ce respect des formes doive l'emporter sur la nécessité de reproduire fidèlement les textes sur lesquels on est parvenu, au prix d'efforts considérables, à se mettre d'accord. Elle tient à réaffirmer qu'à son avis les fonctionnaires du Secrétariat chargés de la mise au point des textes ne devraient pas apporter à ceux-ci de modifications de fond sans consulter les délégations intéressées.

76. Elle relève, par ailleurs, que l'on a fait figurer par mégarde le nom de la Commission économique pour l'Europe dans l'en-tête de la version anglaise du document distribué.

77. M. CORDOVEZ (Sous-Secrétaire général aux services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales) tient à s'excuser auprès de la représentante de l'Inde des difficultés rencontrées par sa délégation. Le Conseil comprendra sûrement que le Secrétariat a l'obligation d'établir et de maintenir certaines normes uniformes de présentation pour les rapports et autres documents, mais il est certain qu'aucune modification de fond ne devrait être faite sans que les délégations concernées soient consultées. Dans ce cas particulier, en raison d'un programme de travail extrêmement chargé, les modifications ont dû être apportées au texte à une heure tardive, à un moment où il était matériellement impossible de consulter les intéressés. Il est certain qu'il faudrait prendre des dispositions spéciales si l'on veut éviter que ce genre de difficultés ne se reproduise à l'avenir.

78. Les auteurs des projets de résolution ont évidemment le droit d'y incorporer tout point de fond qu'ils jugent utile, mais il faut aussi veiller à maintenir dans tous les textes un niveau élevé de formulation, respecté par l'ensemble de l'Organisation, et il est admis en principe que l'on ne doit pas désigner les documents par leur cote dans le corps des textes.

79. En ce qui concerne la référence à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale, il ne devrait pas être difficile d'arriver à un libellé qui ne laisserait pas supposer que des décisions ont déjà été prises sur des questions qui, en fait, n'ont pas encore été examinées par l'Assemblée générale.

80. Mme SIKRI (Inde) dit que c'est au moment où une résolution est en discussion qu'il faudrait appeler

l'attention des délégations sur les divergences existant entre un texte proposé et la pratique consacrée de l'ONU. De plus, il semble qu'il y ait un certain manque d'uniformité dans la pratique suivie puisqu'une référence à une prochaine session de l'Assemblée générale, analogue à celle qui est maintenant en discussion, avait été acceptée sans problème l'an dernier. D'une manière générale, Mme Sikri persiste à penser que les questions de fond sur lesquelles un accord s'est fait, parfois difficilement, sont plus importantes que les règles rédactionnelles.

81. Le PRÉSIDENT dit qu'à son avis aucune modification rédactionnelle majeure ne devrait être apportée à un texte sans que les délégations intéressées soient consultées. Pour essayer d'arriver à un consensus, il est parfois nécessaire de choisir délibérément un libellé imprécis ou même imparfait du point de vue grammatical.

82. M. CORDOVEZ (Sous-Secrétaire général aux services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales) dit qu'après des consultations officieuses avec la délégation de l'Inde il est heureux d'annoncer que l'on s'est mis d'accord sur la nécessité de prévoir des dispositions appropriées pour les consultations.

83. Mme SIKRI (Inde) dit que la délégation indienne accepte la suggestion du Secrétariat de remplacer le membre de phrase dont elle déplorait la suppression à la fin du paragraphe 11 du dispositif du projet de résolution par la formule suivante : "telles qu'elles seront déterminées par l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session".

84. Elle espère que le paragraphe 10 du dispositif sera également modifié comme elle l'a demandé.

85. M. DIMITRIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) signale une erreur de traduction, dans le texte russe du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution : le mot russe qui a été utilisé pour traduire "convient" signifie en fait "décide". Il demande que cette erreur soit corrigée. D'une manière générale, il faudrait veiller de plus près à ce que les documents présentés au Conseil, en particulier les résolutions et décisions, soient correctement traduits.

86. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objections, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution, tel qu'il a été modifié, est adopté (résolution 1980/61).

87. Mme SPERO (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation américaine a acquiescé volontiers à l'adoption sans vote du projet de résolution, mais qu'elle voudrait cependant préciser qu'en ce qui concerne la réorganisation des travaux de l'ONUDI demandée par le Conseil du développement industriel à sa quatorzième session la position du Gouvernement des Etats-Unis n'a pas varié et que celui-ci persiste à penser que cette réorganisation ne devrait pas nécessiter de ressources budgétaires nouvelles en plus de celles déjà prévues.

88. M. POPOV (Bulgarie) dit qu'au cours de l'examen du point 13 de l'ordre du jour par le Premier Comité, la

délégation bulgare a fait une déclaration sur le projet de résolution en son nom propre et au nom des délégations de la République démocratique allemande, de la Hongrie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques : cette déclaration reflète toujours leur opinion commune, et ces délégations souhaiteraient qu'il en soit dûment fait état dans le rapport du Conseil à l'Assemblée générale.

89. M. ERNEMANN (Belgique), parlant aussi au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne, dit que le point de vue de ces Etats est celui qui a déjà été exprimé à la quatorzième session du Conseil du développement industriel et qui est reproduit aux paragraphes 172 à 175 de son rapport¹. Les délégations intéressées souhaiteraient que cela soit dûment mentionné dans le rapport du Conseil.

90. Le PRÉSIDENT annonce que le Conseil a terminé l'examen du point 13 de l'ordre du jour.

¹ ID/B/248.

POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Projet de plan à moyen terme

RAPPORT DU TROISIÈME COMITÉ (PROGRAMME ET COORDINATION) [E/1980/101]

PROJET DE DÉCISION : RÉVISIONS PROPOSÉES AU PLAN À MOYEN TERME POUR LA PÉRIODE 1980-1983

91. Le PRÉSIDENT appelle l'attention du Conseil sur le projet de décision figurant au paragraphe 9 du rapport du Troisième Comité (E/1980/101).

92. S'il n'y a pas d'objections, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de décision sans le mettre aux voix.

Le projet de décision est adopté (décision 1980/175).

93. Le PRÉSIDENT annonce que le Conseil a terminé l'examen du point 15 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 13 h 15.

45^e séance

Vendredi 25 juillet 1980, à 11 h 15.

Président : M. Andreas V. MAVROMMATIS (Chypre).

E/1980/SR.45

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Sociétés transnationales (*fin*)

RAPPORT DU PREMIER COMITÉ (ÉCONOMIQUE) [E/1980/96]

1. M. PEREIRA (Argentine) dit que la délégation argentine n'a pas assisté à la séance précédente au cours de laquelle le Conseil a examiné le rapport du Premier Comité sur le point 12 (E/1980/96). La délégation argentine désire qu'il soit clairement indiqué que, si elle avait été présente lors du vote sur le projet de résolution I intitulé "Les activités des sociétés transnationales en Afrique australe et leur collaboration avec les régimes racistes minoritaires de cette région" (adopté en tant que résolution 1980/59), elle aurait voté pour comme elle l'a fait à la sixième session de la Commission des sociétés transnationales et au Premier Comité lui-même.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen approfondi des politiques en matière d'activités opérationnelles ayant trait au développement

RAPPORT DU TROISIÈME COMITÉ (PROGRAMME ET COORDINATION) [E/1980/98] (PARTIES I, II ET III)

2. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner la première partie du rapport du Troisième Comité

(E/1980/98). Au paragraphe 21, le Comité recommande au Conseil d'adopter trois projets de résolution qu'il a lui-même adoptés sans procéder à un vote.

3. S'il n'entend pas d'objections, le Président considérera que le Conseil désire adopter les trois projets de résolution sans procéder à un vote.

PROJET DE RÉOLUTION I : FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

Le projet de résolution est adopté (résolution 1980/62).

PROJET DE RÉOLUTION II : RÔLE DU PERSONNEL NATIONAL QUALIFIÉ DANS LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le projet de résolution est adopté (résolution 1980/63).

PROJET DE RÉOLUTION III : RÉUNION DE HAUT NIVEAU POUR L'EXAMEN DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le projet de résolution est adopté (résolution 1980/64).

4. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner la deuxième partie du rapport E/1980/98. Au paragraphe 22, le Comité recommande au Conseil d'adopter